



**L'IMMIGRATION EN FRANCE**

**LA CONVENTION INTERNATIONALE  
DES DROITS DE L'ENFANT**

**RAPPORT DE LA MISSION  
D'ÉVALUATION EN INDE**

**L'ACTUALITÉ CHEZ TDHF AL68**

**POUR LE DROIT À VIVRE DIGNES**



**SOMMAIRE**

ÉDITO | 2 |

TERRE DES HOMMES FRANCE AL68 | 3 |

L'INSTRUMENTALISATION DES  
DISCOURS | 4 - 7 |

LA CONVENTION INTERNATIONALE DU  
DROITS DES ENFANTS | 8 - 9 |

ÉVALUATION DES PROJETS INDE | 10 - 13 |

NOS ACTUALITÉS | 12 - 13 |

CONTACTS & AGENDA | 14 |



**Anne-Laure Staehler - Présidente**

Chères lectrices, chers lecteurs,

Rappelez-vous. Le 20 novembre 1989, la communauté internationale faisait une promesse de vie meilleure aux enfants en adoptant la Convention Internationale des droits de l'enfant. Nous venons de fêter le 30ème anniversaire de cette convention. D'importants progrès ont été réalisés : santé, éducation, protection, droits civiques : les enfants sont mieux reconnus et la qualité de vie de millions d'entre eux s'est améliorée. Et pourtant, pourtant... chaque jour dans le monde, des enfants sont encore odieusement privés de leur enfance, de leurs rêves et de leurs droits. À l'heure où je vous écris, de jeunes garçons sont détenus dans des prisons nigérianes aux côtés de prisonniers adultes, et subissent les pires violences et sévices. Au Burkina Faso, bien qu'illégales, les mutilations génitales féminines continuent d'être pratiquées clandestinement, infligeant des blessures morales et physiques terribles à des petites filles. Oui, 30 ans déjà, et pourtant de nombreux pays ne respectent pas leurs engagements. Enfants soldats, enfants migrants séparés de leurs parents, enfants tués ou mutilés dans des conflits ou exploités dans des mines, les exemples de la barbarie qu'ils subissent sont, hélas, aussi nombreux que révoltants.

Notre association est résolument engagée dans ce combat à travers nos projets :

**Au Bangladesh** : le programme consiste à proposer aux jeunes issus des couches défavorisées du pays, une formation professionnelle à la bureautique.

**Aux Philippines** : il s'agit de l'Assistance aux enfants victimes d'abus. En augmentant la sensibilisation de la population sur la question du Trafic d'Enfants par une vigilance active et la coopération avec les institutions légales et les ONG. La mise en place de dispositions d'aides aux enfants abusés.

**A Haïti** : c'est une grande campagne de sensibilisation des autorités et de la population sur l'enfant en domesticité, une des pires formes de travail, ces derniers étant déplacés de leur famille biologique vers une famille d'accueil, ce qui crée une confusion de l'image de soi, dès petit.

Mais ensemble nous réussissons à redonner le sourire à ces enfants.

Je tiens à vous dire combien votre soutien à tous nous est précieux. Sans vous rien n'est possible.

Je remercie les responsables des Etablissements Scolaires et les professeurs qui depuis de longues années s'investissent à nos côtés pour sensibiliser les élèves aux moyens de réduire la pauvreté et les inégalités.

Merci aux lecteurs de cette Revue et à tous les donateurs qui nous font confiance. Grâce à votre générosité, nous pouvons continuer d'améliorer les conditions de vie de populations en grandes difficultés.

Merci, enfin à tous les bénévoles de l'association pour leur engagement sans faille et les heures consacrées au bon fonctionnement de notre association.

Joyeux Noël et Bonne Année 2020

**Anne-Laure STAEHLER**  
Présidente

# TERRE DES HOMMES FRANCE AL68 « À LA CARTE » EN 2019



## 2019, C'EST AUSSI :

- **COLLECTE** d'articles (vêtements, linge de maison, accessoires...) via 140 conteneurs
- **LOCAUX** de vente : à Mulhouse et Wittelsheim retrouvez nos boutiques secondes mains !
- **CAMPAGNES** de sensibilisation des élèves des établissements scolaires du Haut-Rhin aux problématiques de développement
- **MANIFESTATIONS** territoriales : Foire du livre, Thé dansant, Classes de ville, Fête du bénévolat, Journée de la Femme au Cinéma Le Florival, Foire Eco Bio, Salon du Tourisme, Marche Gourmande du Lion's Club, Forum des Associations, Repas Indien, Big Bazar Solidaire, Foire de la Sainte André, Marchés de Noël...



# L'INSTRUMENTALISATION DES DISCOURS

En Europe, les sans-papiers vivent des conditions socio-économiques particulièrement défavorables. Entre info et intox, l'immigration reste un des thèmes de prédilection du Politique, quitte à prendre quelques libertés avec la vérité. Ce que nous défendons chez Terre Des Hommes France AL68 ? Le droit à vivre digne de tous les êtres humains. De nombreuses affirmations sont destinées à entretenir le sentiment anti-migrants et sont pourtant fausses ! Revenons ensemble sur le parcours d'un étranger en France et les préjugés qui lui sont portés. La mobilité des populations est un fait universel qui remonte à l'origine de l'homme sur la Terre. Près d'un milliard de personnes vivent aujourd'hui hors de leur foyer. On les appelle les « déplacés ». Certains quittent leur foyer sans espoir de retour, ils s'exilent, migrent pour chercher la sécurité ou le travail dans un autre pays. On parle de migrants internationaux au nombre de 266 M en 2018, soit 3.5% de la population mondiale, pourcentage moindre qu'au moment de la Guerre 14-18, soit 5% quand l'immigration était constitutive de l'Europe comme des USA ou l'Australie. Aujourd'hui l'Europe a peur et veut freiner le mouvement migratoire. Qu'en est-il vraiment en France ce particulier ?

## QUE SE PASSE-T-IL LORSQU'UN ÉTRANGER ARRIVE EN FRANCE ?

Depuis une dizaine d'années en France nous comptons entre 220.000 et 250.000 d'entrées légales avec visas. Dans l'ordre décroissant les entrées en France concernent les familles, les étudiants, les professionnels, les humanitaires. A titre de comparaison : 1,9 millions d'expatriés français, dont 190.000 en Suisse. En 2018, en réponse aux 120.000 demandes d'asile déposées à l'OFPRA 36.400 statuts de protection ont été accordés. La France se place au 11<sup>ème</sup> rang des pays d'accueil européens en rapport avec sa population et son revenu. (François Héran, professeur au Collège de France)

**La France est envahie par les migrants ?** Rapportée aux 66 millions d'habitants de la France, l'arrivée des migrants ne peut donc pas être comparée à une « invasion ». « Le Monde » a ainsi calculé que la France compte seize fois

moins de demandeurs d'asile que la Hongrie ou la Suède. Dans l'hexagone, moins de 9% de la population est immigrée et un tiers d'entre eux sont des enfants !

**Les migrants attirés par les pays développés ?** Les personnes qui fuient leurs pays cherchent le plus souvent asile dans un pays voisin : les Syriens en Turquie et au Liban, les Afghans au Pakistan et en Iran etc. Une forte majorité de l'ensemble des migrations internationales s'effectue entre pays de même niveau de développement. Seul 34% des migrants quittent un pays en voie de développement pour un pays développé. \* Amnesty International qualifiait même les pays développés d'« égoïstes », aggravant la crise migratoire au lieu de la résoudre.

## A QUELLES AIDES ONT DROIT LES DEMANDEURS D'ASILE ?

Le migrant, primo-arrivant, qui franchit la frontière pour demander l'asile doit se rendre près de la gare de Mulhouse à Domasile – aujourd'hui Spada, Guichet unique pour s'enregistrer et obtenir un RDV à la préfecture à Colmar, qui lui remettra un récépissé de « Demandeur d'asile ». Par les soins de l'OFII (Office Français de l'Immigration et de l'Intégration), il est dirigé vers un CADA (Centre d'Accueil des Demandeurs d'Asile) pour un hébergement – s'il y a de la place. Logé, touchant 6,80 € / jour (il perçoit une aide journalière pour lui permettre de survivre, mais en aucun cas on ne parle de 650 euros comme on a pu le lire sur certains réseaux), il est suivi par des intervenants sociaux qui l'aident à constituer son dossier, notamment à rédiger le récit des persécutions subies dans son pays. Les CADA qui devraient assurer des cours de français – première condition d'intégration – n'ont plus les moyens financiers pour assurer cette mission dévolue à l'OFII, s'en remettent aux bénévoles des associations locales qui pallient les carences de l'Etat.

**Les migrants viennent toucher des allocations ?** Pour prétendre au RSA, il faut être réfugié statutaire, c'est-à-dire avoir obtenu un permis de séjour de dix ans, ou avoir déjà passé cinq ans en France en tant que réfugié subsidiaire (doté d'un permis de séjour d'un an renouvelable) ! Avec le RSA la question qui se pose est de dire « Qui pourrait dire vivre « grassement » avec 400 € » ? Imaginer ainsi « vivre » avec 204 euros par mois.

La seule aide sociale proposée à une personne en situation irrégulière est l'AME - Aide Médicale de l'Etat - une couverture maladie limitée sous conditions de faibles ressources. Les sans papiers sont eux exclus de l'accès à toutes les autres prestations sociales...même quand ils ont un travail et un employeur, et quand ils payent les mêmes cotisations et impôts que les autres. \*

## LES DEMANDEURS D'ASILE ET LE STATUT DE PROTECTION

Convoqué pour se rendre à Paris, il est reçu par un officier de protection et un interprète. Cet interrogatoire est pour un grand nombre traumatisant, après des mois, voire des années d'épreuves vécues par la traversée de pays où il faut payer les passeurs et subir leurs outrages au quotidien, demeurer en Libye (près d'un million de migrants) puis tenter la traversée de la Méditerranée... Puis le DA est de retour au CADA et vit dans l'anxiété de la réponse qui se fait attendre 3 ou 4 mois (au lieu d'un an auparavant).

**Les migrants sont mieux logés que les SDF ?** Les migrants ont accès aux places d'hébergement d'urgence (qui offrent un lit, un repas, la possibilité

de se laver, de rencontrer un médecin et un travailleur social), les mêmes que pour les ressortissants français sans domicile fixe. Par ailleurs, les SDF peuvent bénéficier d'aides sociales (comme la Protection Universelle Maladie et le Revenu de Solidarité Active) en se faisant domicilier à l'adresse d'une association ou d'un Centre communal d'action sociale (CCAS).

**Les migrants sont prioritaires pour les logements HLM ?** Les migrants ne peuvent pas prétendre aux logements en HLM, et encore moins de manière prioritaire. Pour déposer une demande de logement HLM, il est nécessaire de détenir un titre de séjour. Ensuite, aucune priorité particulière ne s'applique.



Si la réponse de l'OFPPRA est positive, Il obtient un statut de « réfugié » ou de « protection subsidiaire ». Le DA saute de joie. Mais l'enthousiasme est de courte durée. Il a 3 mois pour quitter le CADA. Il faut qu'il accélère ses progrès en français s'il veut trouver du travail. L'OFIL lui organise 300 à 400 h de cours. Pour certains des formations leur sont proposées. Puis c'est le début des difficultés : trouver un emploi, se nourrir, se loger avec le RSA.

Si la réponse est négative, le DA a 15 jours pour faire un recours auprès de la CNDA (Cour Nationale des Demandeurs d'Asile). Il demande l'aide juridictionnelle – ou s'il a les moyens, il peut faire appel à un avocat. (5 à 10 % de réponses favorables).

En cas de réponse positive, il reçoit son statut de protection et en cas de réponse négative, il perd tous des droits ; il est débouté. La préfecture lui délivre souvent une OQTF (Obligation de Quitter le Territoire Français). Son ultime recours, s'adresser au TA (Tribunal Administratif) de Strasbourg. C'est à ce niveau que la Cimade intervient fréquemment, car elle est en lien avec les avocats spécialisés dans le droit des étrangers. Très rarement, le TA annule la décision de la Préfecture.

Le DA, débouté, n'ayant « plus vocation à demeurer sur le sol français » peut être placé en rétention, dans le CRA (Centre de Rétention Administratif) de Geispolsheim près de Strasbourg ou le plus souvent celui de Metz. Il sera expulsé vers un pays, à condition que le pays délivre un laissez-passer ; certains pays sont réticents. Mais il peut aussi accepter un retour volontaire avec une aide financière. En 2018, 20.000 reconduites à la frontière, contraintes ou légales.

Les déboutés qui refusent de partir, qui ont perdu tous leurs droits conservent cependant celui d'envoyer leurs enfants à l'École jusqu'à l'âge de 16 ans. Ils vivent

de débrouillardise, cherchant de l'aide auprès de compatriotes, de bénévoles d'associations ou de simples citoyens. Il reste quelques maigres possibilités d'obtenir un TS (Titre de Séjour) : 5 ans de présence + bonne scolarité des enfants (Circ. Valls), regroupement familial, santé. L'oisiveté imposée par l'interdiction de travailler accentue la précarité et agit sur la santé et l'ambiance familiale. Si les enfants se font des copains, c'est un bon antidote pour la famille.



### Les migrants préfèrent fuir leur patrie plutôt que la défendre ?

Les migrants fuient avant tout pour survivre. La majorité des personnes qui entrent illégalement en Europe sont originaires de pays en guerre ou de pays totalitaires, ils fuient des pays dévastés, des villes où l'on manque de tout. Ils essaient bien souvent de sauver leur famille quand leurs droits à vivre digne sont bafoués ! En février 2016, l'Unicef expliquait que pour la première fois depuis le début de la crise des réfugiés en Europe, il y avait plus de femmes et d'enfants que d'hommes sur les routes. Il convient d'ailleurs de rappeler que fuir son pays présente un risque non négligeable : 3.771 migrants sont morts en mer Méditerranée l'an dernier, selon l'Organisation internationale pour les migrations.

## RAPPEL LEXICAL\*

### MIGRANT

Personne qui quitte son pays d'origine pour venir s'installer durablement dans un pays dont elle n'a pas la nationalité. Si le terme « immigré » favorise le point de vue du pays d'accueil et le terme « émigré » celui du pays d'origine, « migrant » prend en compte l'ensemble du processus migratoire. Les personnes migrantes quittent leur pays pour des raisons qui peuvent être économiques, familiales, politiques, climatiques, etc.

### CLANDESTIN

Etranger en situation irrégulière. Quand toutes les démarches sont épuisées pour obtenir une protection de la France: refus de l'OFPPRA, rejet de la CNDA, - arrêté préfectoral avec OQTF et refus du TA, le demandeur d'asile se trouve débouté ; s'il reste, il est clandestin.

### DEMANDEUR D'ASILE

Personne qui a fui son pays parce qu'elle y a subi des persécutions ou craint d'en subir et qui demande une protection. En France sa demande d'asile sera examinée par l'OFPPRA et, en dernier recours, la Cour Nationale du Droit d'Asile (CNDA). A l'issue de l'instruction de son dossier, le demandeur d'asile est soit reconnu réfugié, soit débouté de sa demande et devient un sans-papiers.

### RÉFUGIÉS

Personne à qui est accordée une protection en raison des risques de persécution qu'elle encourt dans son pays d'origine « Est considérée comme réfugié toute personne craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, ... de ses opinions politiques... qui ne peut du fait de cette crainte ou qui ne veut se réclamer de la protection de son pays. » Convention de Genève 1951

\* cf. Lutter contre les préjugés sur les migrants - La Cimade

## TÉMOIGNAGE DE MIGRANTS

### Hammadou – soudanais du Darfour, paysan saisonnier dans son village.

Village brûlé ; il ne lui reste que son père qui vit dans un camp et lui déconseille de revenir au pays. Parti en Israël pour chercher du travail ; renvoyé au Soudan. Emprisonné au retour. Parvient à fuir en Libye, traverse la Méditerranée, l'Italie et arrive à Calais. Période de fortes tensions entre Soudanais et Afghans.

Hammadou m'a raconté : « Le matin je fais le français avec une dame qui m'aide, l'après-midi, je fais le français et le soir j'ai la petite bougie et je fais le français. Pendant 4 mois à Calais. Et je parle et quoi tu dis, je comprends ; mais maintenant je veux savoir l'écriture ».

Hammadou a suivi durant trois ans les cours de la Cimade, de la Croix rouge et de Caritas.

Il a eu un statut de protection et avec le sourire du lever du soleil à son couchant, il travaille à accueillir des familles dans une structure de Caritas.

### Luciano – un albanais, ancien militaire contestant le régime.

Evite des représailles et fuit en France avec 2 garçons, aujourd'hui en CP et en 3ème à Molière. Il suit les cours de la Cimade durant 3 ans avec une grande régularité ; cours débutant, moyen et avancé. Son épouse, de santé fragile, suit des cours au domicile d'une bénévole de la Cimade.

Dès le lendemain de l'obtention de son titre de séjour, Luciano qui s'était bien préparé, trouve un employeur. Son application au travail convient fort bien à son employeur qui lui accorde assez vite un CDI. Son épouse a été engagée comme couturière. Famille qui a trouvé son autonomie et contribue au bien commun.

### Aklilu – érythréen sauvé in extremis en Méditerranée alors qu'il était tombé du zodiac dans la mer en pleine nuit...

Une vingtaine d'années, ne parlant que tigrigna. Ayant obtenu un statut de protection en Italie et en attente de validation par la France. Il suit les cours de français sans rien comprendre et n'ayant jamais écrit, Aklilu fait quelques dessins sur son cahier. Il répond toujours « Oui ! » avec un grand sourire un peu las.

Un interprète venu de Strasbourg a expliqué à son intervenante sociale son ressenti quotidien. « Je me lève. Je vois des gens dans les couloirs ; je ne comprends pas ce qu'ils disent. J'attends midi et je mange avec un copain. Je me promène autour du CADA ; je vois des gens mais je ne sais pas ce qu'ils disent. Je me demande ce que je fais ici. Tous les jours, je me lève, et j'attends le soir. Pourquoi je reste ici ? Pour quoi faire ? Je fais rien. J'attends. Et j'attends quoi ? » L'intégration n'est pas pour demain.

Propos recueillis par Michel Côme - La Cimade

# LA CONVENTION INTERNATIONALE DES DROITS DE L'ENFANT A 30 ANS !

Le 20 novembre 1989, l'ONU adoptait à l'unanimité la Convention relative aux droits de l'Enfant (CIDE): les droits de chaque enfant du monde sont désormais reconnus par un traité international, ratifié par 195 Etats. Elle constitue le premier traité international juridiquement contraignant concernant les droits de l'enfant. Seuls les Etats-Unis ne l'ont pas ratifiée à ce jour. La CIDE est donc le texte le plus ratifié au monde ! Depuis, la journée du 20 novembre a été déclarée Journée internationale des droits de l'enfant. 30 ans après, où en sont les droits de l'enfants?

## DES DROITS MIEUX PRIS EN COMPTE

Au cours des 30 dernières années, la CIDE a révolutionné la situation des enfants tout autour du monde. Être un enfant c'est avoir moins de 18 ans, des besoins spécifiques qui demandent des droits particuliers. Ces mêmes droits qui sont réunis dans la CIDE qui compte 54 articles. De nouvelles lois et politiques ont apporté un cadre pour l'action. De nombreux facteurs ont contribué à un monde dans lequel les enfants sont en meilleure santé, et de mieux en mieux éduqués, parmi lesquels :

- ☞ L'augmentation des investissements publics en faveur des services et interventions qui profitent aux enfants
- ☞ Un meilleur suivi des progrès réalisés
- ☞ Un engagement plus poussé de la société civile
- ☞ Une réduction généralisée de la pauvreté

Les efforts visant à respecter les droits de l'enfant peuvent désormais s'appuyer sur un ensemble beaucoup plus complet d'objectifs convenus au niveau mondial. Les objectifs de développement durable des Nations Unies, fixés pour l'année 2030, reflètent nombre de promesses faites par les gouvernements lorsqu'ils ont ratifié la CIDE :

- ☞ Protéger les enfants contre toutes les formes de violence
- ☞ Promouvoir l'égalité des sexes
- ☞ Lutter contre les autres formes de discrimination
- ☞ Eradiquer le travail et l'exploitation des enfants

Ces objectifs sont applicables à tous les pays, quel que soit leur niveau de revenu. La prochaine étape est d'appliquer ces objectifs aux plans et budgets gouvernementaux et de créer des mécanismes plus efficaces pour les suivre et en rendre compte. Les enfants quant à eux devraient être impliqués dans le processus de décision et être en capacité d'influencer les décisions qui concernent leur vie.

Le nouvel agenda mondial comporte une disposition supplémentaire capitale : la promesse de « ne laisser personne de côté ».

**Globalement, les droits de l'enfant sont de plus en plus pris en compte.**

**Plusieurs chefs de guerre ont été condamnés devant la cour pénale internationale pour l'enrôlement d'enfants soldats. Plus généralement le taux mondial de mortalité des moins de 5 ans a chuté de 56%.**

**Le nombre d'enfants non scolarisés a également chuté de près de la moitié depuis 2000.**

**Une des grandes avancées concerne l'implication des enfants dans le développement de la société (citons le combat de Malala pour le respect du droit à l'éducation, celui de Greta Thunberg pour le climat témoin de la place de plus en plus importante des jeunes dans l'espace public).**



Malala Yousufzai est une militante pakistanaise des droits des femmes, née le 12 juillet 1997 à Mingora, où elle s'est opposée aux talibans qui tentaient d'interdire la scolarisation des filles.



Greta Thunberg, née le 3 janvier 2003 à Stockholm, est une militante suédoise pour la lutte contre le réchauffement climatique.

Un mouvement positif s'opère, les états doivent prendre leurs responsabilités, les parents doivent guider leurs enfants vers plus d'autonomie. *«Rien n'est plus important que de bâtir un monde dans lequel tous nos enfants auront la possibilité de réaliser pleinement leur potentiel et de grandir en bonne santé, dans la paix et la dignité»* Kofi ANNAN

Les 30 dernières années ont honoré beaucoup des promesses de la CIDE, et au cours du processus, les vies d'innombrables enfants ont été améliorées. Mais pour plusieurs millions d'entre eux, cette promesse n'a pas été tenue. Ces enfants ne sont pas victimes de malchance, mais font les frais de négligence, d'inaction et de discrimination. Une nouvelle ère faite d'engagement, d'action et de justice est nécessaire pour concrétiser la vision de la CIDE.

La violence envers les enfants est sans doute le domaine de la CIDE qui présente l'écart le plus grand entre les aspirations et la réalisation. La violence apparaît aujourd'hui comme le problème le plus urgent à résoudre. Il s'agit de mettre fin au harcèlement, à l'exploitation économique, au mariage d'enfants, au trafic d'enfants, aux châtiments corporels, aux mutilations génitales féminines dont l'excision, au recrutement d'enfants soldats et aux violences scolaires. Les chiffres mondiaux restent alarmants :

- ☞ 152 millions d'enfants travaillent et la moitié participe à des activités dangereuses et/ou sont réduits en esclavage
- ☞ Chaque année 12 millions de filles se marient avant l'âge de 18 ans et 1 fille sur 9 est mariée avant l'âge de 15 ans dans les pays en voie de développement.
- ☞ Près de 4 millions d'enfants réfugiés ne sont pas scolarisés. En 2019 dans le monde, 1 enfant sur 5 est privé d'éducation.
- ☞ Depuis 2000, un cinquième des naissances dans le monde ne sont toujours pas enregistrées, ce qui affecte 146 millions d'enfants. Ces enfants sont invisibles aux yeux de leurs états et ne peuvent donc bénéficier d'aucuns droits.
- ☞ Au niveau mondial, 76 % des enfants de moins de 14 ans ont déjà subi des punitions physiques à la maison.
- ☞ 15 millions d'adolescentes âgées de 15 à 19 ans ont déjà subi une relation sexuelle forcée au cours de leur vie.
- ☞ On estime à plus de 200 millions le nombre de jeunes filles et de femmes toujours en vie, qui ont été victimes de mutilations génitales féminines.
- ☞ On estime à 300.000 le nombre d'enfants soldats à travers le monde
- ☞ 35 000 enfants de moins de 5 ans meurent à cause de leurs conditions de vie
- ☞ 330.000 enfants sont en rétention dans 80 pays pour des raisons liées aux migrations

## L'ENGAGEMENT DE TDHF AL68

Aujourd'hui pour tenir les promesses formulées dans la CIDE il faut à la fois respecter les principes immuables exposés dans ce texte mais également tenir compte du monde en mutation dans lequel nous vivons. Trente ans après, la CIDE n'a rien perdu de son urgence ni de sa pertinence.

Les enfants sont surreprésentés parmi les pauvres, un cinquième des enfants de moins de 5 ans des pays en voie de développement vivent dans des foyers extrêmement pauvres. Ces enfants courent un risque accru de malnutrition, de maladie, de décrochage scolaire et de travail dans des conditions dangereuses ou qui relèvent de l'exploitation. Progressivement, l'extrême pauvreté se concentre vers les états fragiles ou affectés par un conflit. Alors qu'en 2008, ils comptaient pour 14 % de la pauvreté mondiale, ce chiffre est passé à 23 % en 2015. D'ici 2030, on estime que leur proportion dépassera les 50 %. Cette hausse est le reflet d'une augmentation permanente du nombre d'enfants vivant dans des zones impactées par des conflits : en 2017, 1 enfant sur 5 dans le monde était touché, près du double par rapport à 1989. Les enfants du Moyen-Orient présentent le risque le plus élevé d'exposition aux conflits, avec 2 enfants sur 5 qui vivent dans les 50 km autour d'un lieu de conflit.

Les impacts indirects des conflits sur les enfants sont encore plus importants. Selon des estimations, 100.000 bébés meurent chaque année de causes liées aux conflits, notamment de la famine, de l'effondrement des systèmes de santé et du manque d'approvisionnement en eau.

Le changement climatique aggrave de manière accrue les crises, aux déplacements et aux conflits. Dans beaucoup de cas, les enfants sont les premiers et les plus affectés par les catastrophes naturelles liées au climat et par l'impact du changement climatique sur la production alimentaire, les maladies et l'accès à l'eau. Plus de 99 % des décès déjà attribuables aux changements liés au climat ont lieu dans les pays en voie de développement, les enfants représentant plus de 80 % de ces décès. Plus d'un demi-milliard d'enfants vivent dans des zones qui ont un risque

d'inondations extrêmement élevé ; 115 millions sont menacés à un niveau élevé ou extrêmement élevé par les cyclones tropicaux ; et près de 160 millions sont exposés à des degrés élevés ou extrêmement élevés de sévérité de sécheresse.

**Le changement climatique pose probablement le plus grand défi pour le respect des droits de l'enfant et menace d'anéantir la plupart des progrès accomplis au cours des dernières décennies pour améliorer la vie des enfants.**

30 ans après la signature de la CIDE, il est indispensable de prendre la mesure des progrès réalisés même dans les pays les plus pauvres et aux ressources limitées, tout comme de réaffirmer les engagements pris à l'égard des droits de l'enfant pour mettre fin aux violences. **Terre des Hommes France AL68 s'engage au quotidien dans les contextes les plus difficiles pour protéger durablement les enfants. En soutenant nos actions, vous pouvez vous aussi agir contre les violences faites aux enfants des bidonvilles de Manille, des tribus et des sous castes indiennes, des zones les plus pauvres du Bangladesh, en domesticité d'Haïti.**



Les enfants du village de Sindhukot au Népal portant l'uniforme financé par TDHF AL68, avant de rejoindre l'école.

# PROJET BSS : ÉVALUATION DE NOS ACTIONS DANS L'ÉTAT DU MAHARASTRA (INDE)

## PRESENTATION DU PROJET

Le but du projet est d'améliorer la santé et l'éducation des populations tribales, et de les faire accéder aux moyens de subsistance nécessaires pour empêcher les migrations saisonnières qui sont sources de nombreux maux, et notamment de violences faites aux femmes, ainsi que d'abandon scolaire des enfants.

En 2014, après une étude de la situation, 10 villages ont été sélectionnés pour participer au projet. Le district choisi est le plus reculé et défavorisé de la région.

Raju, notre partenaire est travailleur social depuis plus de 30 ans, il a une maîtrise en sciences sociales. Lorsqu'il a commencé à travailler pour les populations tribales, il était le seul. Il a vécu durant trois ans avec sa femme dans un village tribal pour permettre leur développement, et lutter contre la faim et la mortalité infantile, alors même qu'il n'est pas issu d'une famille tribale.

Depuis une dizaine d'années, d'autres ONG locales se sont mises à aider au développement de ces zones isolées et négligées par le gouvernement. Raju nous raconte ainsi les débuts du projet : « *BSS a débuté avec la mise en place de bibliothèques dans les villages. Par ce biais, les jeunes éduqués pouvaient accéder aux informations sur les programmes gouvernementaux.* »

Le district choisi est le plus reculé et défavorisé de la région. En 2014, après une étude de la situation, 10 villages ont été sélectionnés pour participer au projet.



**Le but principal était d'améliorer la santé et l'éducation dans les villages en favorisant l'accès des villageois aux programmes gouvernementaux, principalement en faveur des ressources vivrières.**

- Dans le domaine de la santé BSS a favorisé l'accès au programme ICDS (Integrated Children Development Schemes), qui comprend l'accès à la santé, par la vaccination, les programmes nutritionnels, les soins pré et post nataux, les repas chauds pour les enfants de 6 à 14 ans.

- En organisant les femmes en SHG (Self Help Groups), BSS leur a permis d'accéder à des activités génératrices de revenus à travers l'élevage de poules, de chèvres, des formations de couturières...). Lorsque les groupes de femmes sont bien organisés, tiennent les registres à jour, économisent régulièrement sur le compte commun du groupe, le gouvernement leur permet d'accéder à des micro-crédits remboursables. Des 127 groupes formés, 54 ont obtenu des crédits du gouvernement.

- Dans le domaine de l'agriculture, le gouvernement a été sollicité pour l'achat de moulins à riz de taille familiale, de machines à trancher les mangues...

- A travers le programme MNRGA (Minimum National RGA), les volontaires du village ont accédé à du travail sur place (travaux publics, électricité...).

- BSS a également permis aux villageois de remplir une demande pour cultiver 50 ha de terre pour y planter des manguiers. Depuis 2019, ces arbres portent du fruit, ce qui permettra de les transformer en condiments pour revendre les produits transformés.

Dans ces villages, le travail du bambou était traditionnel mais est tombé en désuétude, au profit d'autres matériaux de construction ou d'outils ménagers. Le gouvernement vient d'allouer 4 500 000 roupies à BSS pour permettre la formation en un mois des villageois à la fabrication de petits objets en bambous, utiles au quotidien, qui pourront être revendus sur les marchés. De même, BSS a obtenu une subvention pour former 40 personnes à la production de miel, et l'achat du matériel nécessaire. Le miel produit sera directement acheté par le gouvernement.

Les villages ont compris l'enjeu du projet, et surtout l'intérêt pour la population de trouver des ressources locales, pour éviter les migrations qui génèrent violations de leurs droits, abus sexuels des femmes, pseudo-servage, et abandon scolaire des enfants. En 5 ans, grâce au projet, les familles concernées par la migration ne représentent plus que 30 %, alors qu'elle concernait 70% avant.



Agnès MULLER et Denis DIVOUX, membres de Terre des Hommes France AL68 et responsables des projets Inde se sont rendus sur place afin d'évaluer l'ensemble de nos actions. Le mardi 05 novembre ils ont ainsi pu visiter 3 villages du projet BSS et le mercredi 06 novembre ils sont allés à la rencontre de l'ensemble du personnel de BSS ainsi que les dix volontaires des dix villages du projet.

**Les points forts :** De nombreuses initiatives positives sont en cours dans ces villages, tels que la culture de légumes, le potager pour la famille, l'exploitation de ruches. L'accès au premier village a été réalisé par les gens du village grâce au MNRGA. Ils ont bien compris le principe de ce programme et savent comment l'obtenir, de même que d'exiger que l'enseignement se fasse à l'école primaire avec l'instituteur du gouvernement. L'équipe a réalisé un très bon travail dont on commence à mesurer les fruits. Ils sont très impliqués dans le projet.



**Les points d'amélioration :** les volontaires changent trop souvent, ce qui ne permet pas d'approfondir le projet autant qu'il faudrait. La communication dans les villages n'est pas optimale. Les messages ont du mal à passer entre le volontaire et la communauté. La plupart des villageois n'ont pas compris ni estimé les revenus qu'ils peuvent tirer de ces nouvelles ressources ; ils doivent s'approprier plus le projet, pour le rendre durable. Les femmes devraient pouvoir utiliser les fonds des SHG pour leurs propres besoins, et pas uniquement pour le bien de leur famille. C'est un moyen de développer une indépendance économique qui seule leur assurera le respect au sein de leur famille. Ils doivent investir dans le développement des capacités de leurs volontaires, qui sont insuffisamment équipés pour faire face aux questions de la population, pour mener des réunions, pour faire comprendre à la population l'intérêt du projet. BSS doit s'impliquer plus sur le terrain pour les encadrer, les former à la connaissance des programmes du gouvernement.



**Les propositions d'évolution du projet dans le temps :** les volontaires devraient tenir des registres leur permettant de suivre les données du village, nombre d'enfants scolarisés, nombre de familles migrantes etc... à partir de ces données BSS pourrait travailler plus en profondeur sur les causes des migrations, et les besoins des villageois. Il faudrait que dans chaque village, les personnes ayant eu un micro-crédit pour une activité génératrice de revenus, soient accompagnées pour rendre leur modèle économique viable et source de profit. L'exemple réussi de quelques uns sera le meilleur moyen de convaincre le reste de la communauté.

Il ne faut pas seulement travailler sur la migration en tant que telle mais sur les causes de cette migration, et pouvoir répondre au cas par cas aux besoins de la population. La migration saisonnière peut ne pas être un problème si cela leur permet de gagner plus d'argent pour se développer ; par contre, il faut éviter les dangers d'une migration forcée, ou d'une migration qui méconnaît les risques. Pour ce faire, BSS devrait rentrer en contact avec les ONG travaillant dans les zones de migrations pour que les personnes migrantes puissent être prises en charge et soient protégées des risques inhérents, notamment les femmes et les enfants (abus de toutes sortes, déscolarisation...).

En répondant aux causes de la migration et des fléaux liés à celle-ci, BSS pourra apporter santé et éducation à ces populations, ce qui est l'objectif de base, à travers l'accès à de nouvelles sources de revenus, ce qui permettra à terme à la population de se prendre en main par elle-même.



« La visite du projet a été passionnante. Des progrès ont d'ores et déjà été réalisés mais il ne faut pas s'en tenir là. La population risque de se décourager si elle n'est pas accompagnée dans son développement économique. Dans la prochaine phase, il est souhaitable de développer des modèles économiques viables qui serviront de modèles à d'autres. Il faut aussi se concentrer sur les jeunes qu'il faut motiver et suivre, car à travers eux, des changements durables peuvent avoir lieu. Et ces changements auront également un impact sur l'égalité homme femme, l'éducation des futures générations...»

# PROJET MMKSS : ÉVALUATION DE NOS ACTIONS DANS L'ÉTAT DU CHHATTISGARH (INDE)

## PRESENTATION DU PROJET

Le projet MMKSS vise à l'amélioration de la vie de dix villages tribaux. Lorsque nous avons débuté le projet, il y a dix ans, certains de ces villages n'avaient pas d'école, les instituteurs ne venaient pas régulièrement. Dans cette zone tribale de Korba, tous les villageois des différents hameaux ne viennent pas de la même tribu. La tribu des Pahadi Korba est victime d'ostracisme de la part des autres tribus. De ce fait, les membres de cette tribu sont particulièrement vulnérables et défavorisés. Ils font partie des 7 PVTG (Particularly Vulnerable Tribal Groups), et bénéficient à ce titre de provisions gouvernementales, dont ils n'avaient pas connaissance à l'époque (place réservée au conseil municipal, quota de réservations dans les écoles

supérieures, ...).

Leur mode de vie en harmonie avec la forêt leur permettait de survivre, en vivant des produits de la forêt, en pratiquant la culture sur brûlis, et en chassant à l'arc.

Ils étaient exploités par des intermédiaires qui venaient acheter à bas prix leurs productions, et les revendaient à très haut prix dans la plaine.

Au niveau de la santé, ils faisaient appel aux « sorciers » et n'accédaient pas aux services gouvernementaux.

Actuellement, les 10 villages comprennent 323 familles, 310 hommes pour 323 femmes. Il n'y a pas de déséquilibre du ration hommes/femmes dans les populations tribales, contrairement au reste de l'Inde.

## SITUATION ACTUELLE

La situation globale des habitants de ces villages s'est grandement améliorée grâce au travail inlassable de Santoshi et de son équipe. Les enfants vont à l'école et bénéficient d'un repas chaud (programme gouvernemental), l'instituteur vient chaque jour enseigner. Les enfants sont vaccinés, suivis au niveau nutritionnel, les femmes accouchent à l'hôpital, elles sont suivies durant leur grossesse. Les jeunes peuvent étudier dans des internats pour poursuivre leurs études, des opportunités de travail leur sont réservées au niveau du gouvernement.

De plus, l'état du Chhattisgarh est gouverné par le Congrès, qui est un parti en faveur des ONG et des minorités, ce qui n'était pas le cas du gouvernement précédent. Ainsi a été adoptée une loi imposant que deux personnes issues des minorités tribales siègent dans chaque municipalité.

La situation générale s'est améliorée, mais MMKSS veille également à ne pas laisser se perdre la culture ancestrale de ces populations. Ainsi, elle organise des clubs d'enfants

dans lesquels ils jouent à des jeux qui étaient devenus obsolètes, tirent à l'arc, lancent des « boulettes de semence » pour reforester.

Les changements obtenus sont très visibles puisqu'avant les villageois fuyaient dès qu'une personne étrangère à leur village apparaissait. Maintenant, ils accueillent volontiers toute personne se rendant sur place, ils se déplacent auprès des autorités pour obtenir leurs droits constitutionnels. Les autorités sanitaires envoient des agents sur place pour les campagnes de vaccination, pour effectuer des contrôles de santé.

Ils ont demandé et obtenu des journées de travail sous le régime MNRGA pour niveler la route d'accès à leur village, qui est à 11 km de la route principale, et s'enfoncé dans la forêt. Ils ont obtenu des poulaillers pour l'élevage de poules, des élevages de chèvres, des abris pour la cuisine qui sert à préparer les repas des enfants...



Agnès MULLER et Denis DIVOUX, membres de Terre des Hommes France AL68 et responsables des projets Inde se sont rendus sur place afin d'évaluer l'ensemble de nos actions.

Du 07 au 09 novembre ils ont ainsi pu visiter 5 villages du projet MMKSS.

« Les villageois nous accueillent avec des colliers de fleurs. Ils sont très enthousiastes lorsqu'on leur demande quels sont les changements qui sont intervenus dans leur vie depuis que le projet est en œuvre. La vente de poules ou de chèvres leur génère un petit bénéfice qui leur permet de vivre mieux qu'avant. Les femmes ont toutes un compte bancaire qui leur permet d'économiser une partie des sommes gagnées, ainsi que de recevoir les aides du gouvernement.

Une fillette est en 7th standard à l'internat de la ville. Elle n'est pas à l'école aujourd'hui. Santoshi lui explique à quel point il est important de continuer sa scolarité. En effet, les places réservées pour les tribus défavorisées engendrent des jalousies, conduisant souvent à du harcèlement scolaire, et ainsi aux abandons scolaires. Il faut absolument utiliser les opportunités offertes pour améliorer l'avenir des populations tribales.

On constate avec plaisir combien les gens font confiance à Santoshi et l'écoutent. Ils ont bien utilisé les programmes à leur disposition, et sont ainsi moins dépendants des produits de la forêt.



Ils ont également obtenu des titres de propriété pour des parcelles en forêt. Les membres du comité de protection des enfants ont empêché deux mariages précoces. 7 enfants ont été récupérés alors qu'ils étaient exploités au travail et déscolarisés. Il y a 5 enfants malnutris, qui sont suivis actuellement. Une attention particulière est portée aux adolescentes, qui sont souvent anémiques, et auxquelles une sensibilisation à leurs droits sexuels et reproductifs est indispensable. Elles sont encouragées à ne pas se marier avant l'âge de 18 ans.



Les besoins aujourd'hui exprimés comprennent la nécessité d'obtenir plus de terres agricoles ou forestières, ainsi que d'autres sources de revenus (poules, chèvres...) pour

améliorer leur niveau de vie. Ils subissent également le manque d'eau, et aimeraient avoir plus de réservoirs d'eau. Santoshi leur explique qu'il est inutile de creuser d'autres puits si le niveau de la nappe phréatique est trop bas ; il convient de réfléchir à des moyens de récupération d'eau de pluie, de barrages sur les rivières...

Un groupe de jeunes mis en place par MMKSS aide les villageois à remplir les formulaires de demandes au gouvernement. Ils ont empêché un mariage précoce. Ce fut une visite très enthousiasmante, et nous partons à regret.»

- **Les points forts :** les résultats de ce projet sont incroyables. On mesure la confiance qui est née entre les populations et l'équipe de MMKSS. On mesure le chemin parcouru, lorsque les villageois eux-mêmes disent combien ils vivent mieux désormais, et se sentent un peu moins des parias qu'auparavant. Les villageois s'impliquent à différents niveaux selon leur âge (groupes de jeunes, groupes de fermiers), ou sexe (SHG)...ils sont heureux d'avoir obtenu des titres de propriété pour leurs terres, car ils ne possédaient jamais rien, et cela leur assure de pouvoir continuer à vivre dans la forêt.

- **Les points faibles :** les villageois n'ont pas suffisamment compris quels bénéfices ils pouvaient tirer des produits qu'ils vendent, et se font donc systématiquement exploiter par les intermédiaires. Les jeunes qui poursuivent leurs études sont insuffisamment préparés au choc culturel qui les attend et sont souvent victimes de harcèlement scolaire par les jeunes issus d'autres tribus, qui s'estiment supérieures. Il faudrait les préparer davantage pour faire face à la situation.

En conclusion, ce projet a tenu ses objectifs. Les villageois sont prêts à se prendre en main, ayant les connaissances nécessaires pour demander au gouvernement en fonction des programmes existants et de leurs besoins.

Il faudrait prévoir un petit suivi pour assurer la transition après dix ans de partenariat.

Santoshi propose de faire une étude porte à porte pour connaître les besoins des habitants. Elle propose également de faire une liste des prix pratiqués au marché pour les produits issus des zones tribales, pour éviter les abus des intermédiaires.

Santoshi prévoit d'organiser un registre reprenant tous les programmes du gouvernement avec les coordonnées pour les contacter. Dans chaque village un centre d'information a commencé à voir le jour, regroupant toutes les informations utiles, ainsi que des informations ponctuelles pour connaître la mise à jour des programmes du gouvernement.

Elle propose également dans les six mois restants de dispenser une formation de trois jours pour développer des modèles économiques durables, et la gestion du budget familial.

# NOS ACTUALITÉS

Chez Terre des Hommes France AL68, il se passe toujours quelque chose ! Découvrez ici nos dernières actualités.

## REPAS INDIEN

Le groupe Inde de TDHF AL68 a proposé la 3ème édition de son repas indien le dimanche 27 octobre à la salle de l'étang de pêche de Buhl (68530). Environ 90 personnes ont participé à ce moment convivial, dans une salle parée aux couleurs de l'Inde, avec une vente d'artisanat, une exposition photo, une projection des projets. Au menu : apéritif offert (crémant), salade raïta, poulet tandoori/ riz/ lentilles dhal, délice glacé et café. Les bénéfices du repas servent à financer nos 3 projets en Inde, notamment l'accès aux droits fondamentaux des populations dalits et tribales, pour leur apporter l'espoir d'une vie meilleure, plus digne et non discriminatoire.

Un grand merci à nos partenaires : l'amicale des pêcheurs de Buhl, les caves de Beblenheim, les sources de Soultzmatt, la boulangerie Stein, la Bottega del Mobile, la brasserie Humpaloch, le Super U de Guebwiller, Mezem, la Boîte de Com.



## SALON DU TOURISME

Terre des Hommes AL68 était présent au SITV de Colmar du 9 au 11 novembre 2019.

Depuis de nombreuses années notre association est présente au Salon International du Tourisme de Colmar. Au milieu des stands de voyageurs nous présentons une approche différente de ce qu'est le monde, au travers de nos projets. Un éclairage tout particulier est fait sur la Campagne de Solidarité au travers de nombreuses photos présentées. Un stand d'artisanat offre également une large sélection de produit exotiques. Mais plus que cela, ce sont les rencontres avec des personnes avides de connaître nos actions ou par ailleurs déjà engagées qui font la richesse de cet événement. De nombreux jeunes se sentent aujourd'hui très sensibles aux causes humanitaires. Bravo à tous ! Marc Willm



## LOCAL DE VENTE

Notre local de vente de Wittelsheim a déménagé ! Retrouvez notre boutique de seconde main à la **Maison de la Solidarité - Rue de Staffelfelden à Wittelsheim** les jeudis et les vendredis de 14h à 17h.



## FOIRE DU LIVRE

Guebwiller c'est encore mise à l'heure de la lecture les 28 et 29 septembre 2019. Avec un choix de livres très éclectique, et des ouvrages en bon état, de facture récente, notre Foire du Livre commence à être connue et avoir bonne presse. Pour cette 6e édition, nous avons écoulé environ 5.000 ouvrages. Comme notre vente de livres est agrémentée d'un espace "pâtisserie" l'ambiance est très conviviale, surtout entre les bénévoles qui se retrouvent pendant deux jours à prendre le repas ensemble. Cerise sur le gâteau, nous avons cette année encore recruté 2 bénévoles. Grand merci à toute l'équipe.



## INFO COMMUNICATION

En 2020, Terre des Hommes France AL68 vous proposera 2 Revues au lieu des 4 habituelles. Une newsletter sera mise en place, vous aurez la possibilité de vous y inscrire dès le début d'année via un lien qui sera disponible sur notre site, notre Facebook, notre Instagram. Pour ceux qui le souhaitent dès à présent, n'hésitez pas à nous transmettre vos mails et nous vous enverrons le lien directement ! La Newsletter vous présentera nos actualités et les grands thèmes de la solidarité internationale.

## BIG BAZAR

Cette année la salle 1860 à Guebwiller a accueilli le Big Bazar Solidaire organisé par la sympathique équipe des bénévoles de Guebwiller.

Du bazar il y en a eu, pour tout le monde. De la brocante qui proposait entre les poupées de porcelaine anciennes et un Père Noël hilare, les incontournables services à café dépareillés, la friteuse pour deux personnes et des chandeliers à trois branches.

Une tombola joliment enrubannée a fait l'unanimité, toutes les enveloppes ont trouvé preneur.

Les enfants se sont bien sûr précipités vers la caverne du Père Noël, les yeux brillants de plaisir car des centaines de jouets en bon état leur tendaient les bras ; jouets gracieusement offerts par les enfants des écoles de Guebwiller et environs.

D'aucuns ont pu se vêtir de la tête aux pieds à un prix défiant toute concurrence et les deux associations invitées "Amitié Franco-Ukrainienne" et Mola Pola qui a des projets au Tibet, ont retenu bien des chineurs avec leur artisanat haut en couleur pour la première, et tout en argent et pierres précieuses pour la seconde.

L'espace pâtisserie n'a pas désempilé ; ses gâteaux maison, ses cafés et thés venus d'ailleurs ont séduit le public. Une nouveauté : les visiteurs ont pu déguster une "Soupe Etoilée" concoctée par le chef alsacien Yannick Germain de l'Auberge au Bœuf à Sessenheim. Sa crème de céleri rave au gingembre a rencontré un franc succès, plus de 23 litres ont été vendus.

Pour finir, le percussionniste DJOHN, de son nom d'artiste, nous a offert, grâce à son dejmbé et sa virtuosité, un agréable voyage aux confins de l'Afrique. Cet intermède musical d'une grande richesse de timbre nous a permis de découvrir un autre instrument acoustique, le "Handpan"

Bien installé sur ses genoux, John fait résonner son instrument en tapant dessus avec la main et les doigts pour en tirer des sonorités proches d'une harpe et d'une cloche. Les sons sont graves, doux et harmonieux, le public est séduit. Merci John, nous allons sûrement être amenés à nous revoir pour d'autres aventures musicales.

Je tiens à remercier chaleureusement, tous les bénévoles qui ont contribué à la belle réussite de ce weekend à la fois festif et humanitaire.  
Anne-Laure



## CAMPAGNE DE LA SOLIDARITÉ

Nos Campagnes de la Solidarité dans les établissements scolaires du Haut-Rhin sont l'occasion de présenter aux plus jeunes notre association et cette année, de les sensibiliser au sort des enfants en domesticités en Haïti. Depuis 2010, nous sommes présents en Haïti avec notre partenaire le Foyer Maurice Sixto pour venir en aide à ces enfants.

Nous nous engageons sur place pour défendre les droits de ces enfants, afin qu'ils puissent aller à l'école, être nourris, soignés, bien traités...

Cette année, nous avons déjà pu sensibiliser les élèves des collèges: Mathias Grunewald (Guebwiller), Collège Episcopal (Zillisheim), Théodore Monod (Ottmarsheim), Jean Paul de Dadelsen (Hirsingue), Nathan Katz (Burnhaupt-le-Haut), Collège de l'III (Illfurth), Collège de Ferrette, de Dannemarie, Gerard de Nerval (Huningue), Albert Schweitzer (Kaysersberg)... Début janvier, l'école primaire Koechlin (Buhl) ainsi que le collège Lucien Herr (Altkirch) rejoindront également nos Campagnes ! Suite à nos interventions, les élèves deviennent acteurs du changement en participant à une grande vente de bougies de Noël!

Nous remercions chaleureusement les établissements scolaires pour leur accueil, les équipes pédagogiques pour leur investissement à nos côtés et enfin tous les élèves pour leur écoute et leur engagement.



# CONTACTS

**Pierre ANTONI**

**Responsable ramasseurs Colmar & équipe Sénégal**

03 89 79 24 15

antoni.pierre@neuf.fr

**Richard BAK**

**Responsable équipe Sénégal - Projet Sadiocounda**

03 89 48 24 18 - richard.bak@sfr.fr

**Hubert BECKER**

**Trésorier adjoint - Responsable équipe Sénégal**

hubert.becker@tdhf68.org

**Yolande CACHEUX**

**Secrétaire - Responsable équipe Haïti & secteur Mulhouse**

06 84 16 87 91 - yolande.cacheux@orange.fr

**Richard KIELWASSER**

**Responsable équipe Togo & Burkina Faso**

06 03 65 49 84 - richard.kielwasser@gmail.com

**Geoffroy DE BEAUCORPS**

**Responsable Bangladesh**

03 89 64 11 46 - g.debeaucorps@wanadoo.fr

**Denis DIVOUX**

**Responsable équipe Inde**

03 89 23 01 63 - d.divoux@orange.fr

**Pierre DREYER**

**Responsable ramasseurs Guebwiller**

06 46 61 36 90 - pierredreyer@neuf.fr

**Enora FROPPIER**

**Chargée de projet & communication**

06 88 83 48 18 - enora.froppier@tdhf68.org

**Céline FURLING**

**Responsable local de vente de Mulhouse «Colette Ley»**

03 89 81 05 99 - richard.furling@sfr.fr

68 rue Huguenin - Mulhouse

Ouvert le mercredi, jeudi, vendredi de 14h à 17h  
et le samedi de 9h à 11h.

**Monique FRITSCH**

**Responsable local de vente de Wittelsheim**

03 89 55 44 11 - alfred.monique@hotmail.fr

Maison de la Solidarité

rue de Staffelfelden - Wittelsheim

Ouvert jeudi et vendredi de 14h à 17h.

**Célia LEVY**

**Responsable équipe Népal**

03 69 30 06 76 - celialevy@yahoo.fr

**Anne-Marie MARLIERE**

**Trésorière & responsable secteur Colmar**

03 89 27 41 67 - maannema@calixo.net

**Marthe MERCIER**

**Responsable équipe Madagascar**

03 89 20 09 41 - 06 66 04 48 49

marthe-mercier@orange.fr

**André MEYER**

**Responsable ramasseur Mulhouse**

06 64 00 08 51

**Anne-Laure STAEHLER**

**Présidente**

06 45 30 30 15 - anne-laure.staehler@tdhf68.org

**Marc WILLM**

**Vice-président**

**Responsable équipe Philippines**

06 24 90 16 77 - marc.willm@tdhf68.org

## AGENDA

### GUEBWILLER

**Kermesse & Repas Couscous**

**16 novembre de 10h à 18h**

**17 novembre à partir de 10h (Kermesse) et 12h  
repas Couscous**

Salle 1860

**Foire Saint André**

**2 décembre**

Vente de livres, jouets et artisanat au siège de TDHF  
AL68

**Marchés de Noël**

**7/8 - 14/15 - 21/22 décembre**

Retrouvez nous au Marché de Noël de Guebwiller

Cave Dimière - 5 Place Saint Léger.

### COLMAR

**Salon du tourisme**

**9 & 10 & 11 novembre**

Parc des Expositions

### HAUT-RHIN

**Vente de bougies**

**1<sup>er</sup> novembre**

A l'occasion de la Toussaint, vente de bougies par  
TDHF AL68 à l'entrée des cimetières: Mulhouse  
Central, Wittenheim, Turckheim et Colmar.

# POUR NOUS AIDER



## ACCORD D'AIDE REGULIERE

Aidez-nous à réaliser nos actions Ici et Là-bas. 66% de vos dons sont déductibles de vos impôts, dans la limite de 20% de votre revenu imposable. Un don de 100€ vous revient donc à 34 €. **Merci d'adresser ce bulletin au siège de l'association : 18 rue de la République - 68500 Guebwiller, afin de nous informer de votre don.**

Je vous informe que j'autorise ma banque à verser tous les mois sur le compte de TDHF-AL68 un don de:

100 €    50 €    20 €    don libre : ..... €

Nom : .....  
Prénom : .....  
Adresse : .....  
.....  
Téléphone(s) : .....  
Email : .....  
Signature :

Confidentialité: vos coordonnées sont indispensables pour envoyer votre reçu fiscal. Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant. Pour exercer ce droit, adressez vous à notre siège.

### DEMARCHES A EFFECTUER PAR VOS SOINS AUPRES DE VOTRE BANQUE

#### Identité bancaire de TDHF-AL68

CCM GUEBWILLER - 83 rue de la République 68500 Guebwiller

#### Banque   Guichet   IBAN

10278   03300   FR76 1027 8033 0000 0177 8244 581

#### Compte   Clé BIC

00017782445 81   CMCIFR2A

Je souhaite recevoir un reçu fiscal à déduire de mes impôts



Terre des Hommes France est membre du Comité de la Charte du Don en Confiance, organisme d'agrément et de contrôle des associations et fondations faisant appel à la générosité du public. A ce titre, l'association s'engage à respecter ses principes de transparence financière et de rigueur de gestion. Nous ne vendons, ni échangeons notre fichier base de données donateurs.



## BON DE GENEROSITE

Aidez-nous à réaliser nos actions Ici et Là-bas. 66% de vos dons sont déductibles de vos impôts, dans la limite de 20% de votre revenu imposable. Un don de 100€ vous revient donc à 34 €. **Merci d'adresser ce bulletin au siège de l'association : 18 rue de la République 68500 Guebwiller**

Oui, je fais un don de :    100 €    50 €    20 €    don libre : ..... €

Nom : .....  
Prénom : .....  
Adresse : .....  
.....  
Téléphone(s) : .....  
Email : .....  
Signature :

Je souhaite recevoir un reçu fiscal à déduire de mes impôts

### BON À RETOURNER

Avec votre versement par chèque à:

TDHF - AL68

18 rue de la République

68500 GUEBWILLER

Libellé à l'ordre de : TDHF AL68

Confidentialité: vos coordonnées sont indispensables pour envoyer votre reçu fiscal. Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant. Pour exercer ce droit, adressez vous à notre siège.



Terre des Hommes France est membre du Comité de la Charte du Don en Confiance, organisme d'agrément et de contrôle des associations et fondations faisant appel à la générosité du public. A ce titre, l'association s'engage à respecter ses principes de transparence financière et de rigueur de gestion. Nous ne vendons, ni échangeons notre fichier base de données donateurs.

Vous avez également la possibilité d'un soutien permanent par virement régulier directement sur notre compte bancaire, soit l'envoi d'un chèque à l'ordre de TDHF-AL68.

Un don peut également être effectué en ligne sur notre site

[WWW.TDHF68.ORG](http://WWW.TDHF68.ORG)



*Merci à toutes et tous, donateurs, adhérents et bénévoles !*

Grâce à vous, Terre des Hommes France AL68 poursuit ses engagements auprès des populations les plus démunies ici et là-bas. Nous contribuons, tous ensemble, à la résolution des injustices et à la construction d'une société civile et démocratique.

Pour recevoir la Revue par mail, contacter:  
[contact@tdhf68.org](mailto:contact@tdhf68.org)

TERRE DES HOMMES FRANCE AL68  
[www.tdhf68.org](http://www.tdhf68.org)  
18, rue de la République - 68500 Guebwiller  
Tél: 03.89.62.10.92  
Email: [contact@tdhf68.org](mailto:contact@tdhf68.org)

Facebook: Terre des Hommes France AL68  
Instagram: [terredeshommesfral68](https://www.instagram.com/terredeshommesfral68)